

# Question qui fâche...

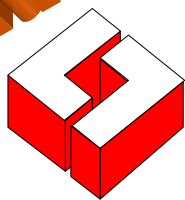
№ 9

## ***L'Etat aura toujours besoin d'ingénieurs ?***

- Sans doute, mais lesquels et combien ? Répondre à ces questions quand on met en face les projets actuels de la RGPP et de la loi mobilité, et ne pas en concevoir quelques inquiétudes, c'est faire preuve d'un optimisme inaltérable... Croire que la suppression de la moitié des effectifs de DDEA ou des ¾ de ceux de l'ingénierie publique n'affectera pas toutes les catégories de personnels et que la filière technique ne sera pas la première concernée, cela relève de la méthode Coué. Et c'est un luxe que ne peut pas se permettre un syndicat car, derrière, ce sont bien des personnes qui seront affectées, pas des ETP.
- Les questions sous-jacentes sont de savoir si l'Etat veut conserver des missions techniques et, si oui, s'il a besoin de fonctionnaires pour cela. A la première, on a une réponse peu rassurante : la RGPP vise à ramener l'Etat sur ses missions régaliennes. Quand on pose sans discernement la question de savoir si d'autres que l'Etat peuvent faire, on aboutit forcément à l'affirmative s'agissant des missions d'ingénierie. Quant à la seconde, rappelons que nombre de pays n'ont pas l'équivalent de nos corps techniques avec la garantie de l'emploi. Or, on peut certes en déduire qu'ils ne sont pas indispensables mais on peut aussi se poser la question de savoir si le modèle français n'a pas des avantages.
- Si la loi mobilité met en place des mécanismes pour transférer une partie des agents vers les collectivités, celles-ci ne pourront pas non plus absorber tous les « surplus » de l'Etat. Elles ont leurs propres contraintes. Quant aux agences version RGPP, on ne sait pas encore ce qu'elles seront vraiment mais on connaît les objectifs qui prévalent à leur création : donner de la souplesse de gestion (autrement dit se dédouaner des contraintes du statut de la fonction publique) et réduire les effectifs. Il est donc illusoire d'imaginer que tout le monde trouvera là sa planche de salut.
- Question subsidiaire : dans ce cadre, sera-t-il encore possible d'avoir des carrières diversifiées et chacun pourra-t-il obtenir la promotion qu'il mérite ?

***Demain : Les syndicats mènent des combats d'arrière-garde ? Pour ou contre les réformes ?***

**Tous à Paris le 6 mars**



# Et si...

№ 9

## ***... l'ENTPE devenait une sous-école de l'ENPC ?***

La question n'est pas purement formelle ni même une simple provocation. Elle a d'ailleurs été posée au sein même du conseil d'administration de l'ENTPE. La transformation de l'ENTPE en EPSCP offre certes un minimum de protection et ouvre le champ des possibles. Mais elle ne pourra pas tout, surtout contre la volonté affirmée de la tutelle.

Nous ne sommes en tous cas pas dans un cas d'école (sic) puisque la RGPP a bien en projet de fermer l'une des deux ENTE. Les écoles ne sont donc pas à l'abri. Inévitablement, il s'agira de savoir s'il est nécessaire de conserver deux écoles pour former les cadres techniques du MEDAD. D'ailleurs, on peut poser la question plus abruptement : si l'Etat réduit fortement ses services techniques et qu'il laisse aux agences le choix de leur recrutement, à quel niveau se situeront les prochaines promotions ? Et si elles sont trop faibles, voire nulles, l'école pourra-t-elle y survivre, en tous cas sans être rattachée à sa prestigieuse aînée ? Et qu'advient-il dans un tel scénario, catastrophe peut-être mais pas impossible, du diplôme et de sa valeur ?

Il n'est pas même évident que la solution de l'ouverture à la FPT, appelée de ses vœux par notre syndicat et dont, dans le contexte actuel on ne peut que constater la pertinence, permettra de limiter les dégâts. Outre que notre ministère continue à traîner des pieds pour sa mise en œuvre (cela contrarierait... l'ENPC !). On sait, de l'aveu même de certains responsables de notre administration, que les zéloteurs de la RGPP ne comprennent pas pourquoi, à l'instar de ce qui se passe pour le RST, l'Etat devrait assumer des missions pour le compte des collectivités locales.

***Demain : Et si... ensemble, tout devenait possible ?***

**Tous à Paris le 6 mars**

